

CONTRE LA DESTRUCTION DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

Le ministre Blanquer est en mission pour liquider l'École Publique. Sous prétexte d'une simplification de fonctionnement, c'est l'entrée des techniques managériales dans la Fonction Publique pour entériner la structuration d'une école à deux vitesses.

- Des sections internationales (EPLI) pour certains, des établissements minimum du socle (EPSF) pour d'autre ;

- Remplacement de l'organisation collégiale des écoles par une gestion hiérarchique et déconnectée du terrain ;

- Suppression des CDEN (conseils départementaux de l'Éducation nationale), et donc mise à l'écart des parents dans les décisions qui concernent les écoles ;

- Reprise en main de la formation des enseignant-e-s considéré-e-s désormais comme simples exécutant-e-s ;

- Précarisation des personnels: étudiant-e-s stagiaires en poste deux ans avant de passer le concours, assistant-e-s d'éducation pouvant enseigner dès la licence en remplacement des profs manquant, facilitation de la contractualisation ;

- 150 millions d'euros de cadeaux au secteur privé avec la scolarisation obligatoire à 3 ans, qui va contraindre les communes à financer en partie les maternelles privées ;

- Mutualisation des AESH (accompagnant-e-s d'élèves en situation de handicap) sans revalorisation de leurs salaires ni de leur statut, et au détriment des élèves en situation de handicap ;

- Augmentation des effectifs des classes par le regroupement de plusieurs écoles au sein des EPSF ;

- Destruction du caractère national de l'éducation (la même pour tou-te-s), et création d'une école à deux vitesses ;

- Mise en danger de la liberté pédagogique des enseignant-e-s, par l'augmentation du pouvoir hiérarchique pour servir des injonctions ministérielles idéologiquement orientées ;

- Utilisation du système des ordonnances pour voter les mises en œuvres de la loi sans procéder à un débat démocratique ;

Pour toutes ces raisons, et d'autres encore, les personnels de l'éducation sont aujourd'hui en lutte.

Après la casse du lycée professionnel, et l'organisation d'un lycée général profondément inégalitaire, le ministre s'attaque aujourd'hui à l'école primaire.

Soutenez-nous pour nous aider à construire une école ouverte à tou-te-s, égalitaire, et émancipatrice.



RETRAIT DE LA LOI BLANQUER

AG des grévistes de l'Éducation Paris

Pour soutenir les grévistes, voir par là...

SOUTENEZ LA CAISSE DE GRÈVE DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION

Vous pouvez nous soutenir :

• Par chèque, à l'adresse suivante : École maternelle, 7 rue Tchaïkovski, 75018 Paris (à l'ordre de «Arrêt», avec la mention «solidarité» au dos) ;

• Via internet à l'adresse suivante : <https://www.donnerenligne.fr/arret-images/faire-un-don> (ou là : <https://lc.cx/caisse>) ;

• Ou directement, en donnant dans les caisses portées par les collègues dans les manifestations.

CONTRE LA DESTRUCTION DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE

TOU·TE·S UNI·E·S JUSQU'AU RETRAIT DE LA LOI BLANQUER

<https://bloquonsblanquer.wordpress.com/>

Cette caisse de grève servira à aider financièrement les collègues grévistes, à soutenir leur moral et leur détermination. Les personnes qui veulent savoir après coup comment nous aurons utilisé l'argent sont priées de nous laisser leur adresse pour qu'à la fin du conflit, nous leur fassions un petit topo sur l'usage que nous aurons fait de l'argent versé.

Mail : greve-educ@riseup.net